

LA COMMISSION ROGATOIRE

I - GENERALITES SUR LA COMMISSION ROGATOIRE

1.1 - CARACTERISTIQUES

La C.R. est une forme de réquisition par laquelle un magistrat délègue ses pouvoirs à un autre magistrat ou à un OPJ pour accomplir à sa place, un ou plusieurs actes d'information déterminés

Cette pièce de procédure présente 3 caractéristiques : la C.R. :

- Est une **délégation de pouvoirs pour une mission bien définie** : l'OPJ exerce, dans la limite de la C.R., tous les pouvoirs du J.I. (sauf certains qui sont propres à ce magistrat)
 - Ex : Si la CR prescrit une perquisition dans les bureaux d'une société, l'OPJ ne doit pas à cette occasion opérer dans les locaux à usage d'habitation (domicile du gardien, etc.)
- **Ne peut prescrire que des actes d'instruction se rattachant directement aux faits ayant motivé l'ouverture de l'information, (art.151 CPP)**
 - Ex : Pour une affaire d'abus de confiance, le JI ne peut pas délivrer une CR aux fins d'effectuer une perquisition en vue de rechercher des armes que la personne mise en examen pourrait éventuellement détenir à son domicile
- **Est écrite et doit :**
 - Désigner par sa fonction, le magistrat ou l'OPJ délégué,
 - Indiquer la nature de l'infraction, objet des poursuites,
 - Etre datée, signée par le magistrat qui la délivre et revêtue de son sceau,
 - Fixer le délai dans lequel les pièces afférentes à l'exécution de la C.R. doivent être adressées au JI. A défaut, la C.R. et les PV doivent être transmis dans les 8 jours de la fin des opérations exécutées en vertu de celle-ci

Art.155 et D.33 à D.36 CPP : Lorsque la C.R. prévoit des opérations simultanées à effectuer en différents points du territoire, elle peut est adressée aux magistrats, ou aux OPJ chargés de son exécution sous forme de reproduction (photocopie), ou de copie intégrale de l'original, certifiée conforme.

S'il y a urgence, elle peut être diffusée aux services de police ou de gendarmerie par tous moyens, notamment la télécopie, qui doit préciser les mentions essentielles de l'original et spécialement la nature de la mise en examen, le nom et la qualité du magistrat mandant.

II - AUTORITES JUDICIAIRES HABILITEES A DELIVRER UNE COMMISSION ROGATOIRE

- **Art. 81 CPP** : le **Juge d'Instruction** : = règle générale (cas unique de la présente fiche),
- **Ord 02/02/45 art 8** : le **Juge d'Instruction** : = règle générale (cas unique de la présente fiche),
- **Art.205 CPP** : la **Chambre d'Instruction**, lorsqu'elle fait procéder à des suppléments d'information,
- **Art.283 CPP** : le **Président de la Cour d'Assises ou le magistrat délégué**, lorsqu'il ordonne des actes d'instruction (information incomplète ou éléments nouveaux révélés depuis la clôture de l'information), l'un de ces magistrats peut délivrer une C.R. et procéder selon les règles qui s'imposent au J.I.
- **Art.463 et 712 CPP** : toute **juridiction de jugement**, lorsque le Tribunal estime qu'il y a lieu de procéder à un supplément d'information, ou d'entendre un détenu incarcéré hors du siège de la juridiction de jugement, il commet un de ses membres ou le Président du TGI le plus proche du lieu de détention (TC).

III - LES DESTINATAIRES D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

1. - Directement

Le juge d'instruction peut délivrer une CR :

- Dans son ressort :

Hors de son ressort

- à un autre magistrat	- à un JI TC
- à un OPJ	- à OPJ TC
	- à un autre service de police judiciaire

2 - Par subdélégation

Le JI qui reçoit une CR peut subdéléguer dans son ressort un magistrat ou un OPJ

IV - COMPETENCE DE L'OPJ SAISI

Pour qu'il puisse exécuter la C.R., l'OPJ commis doit être compétent à **3 points de vue** :

- **RATIONE MATERIAE**, - **RATIONE PERSONAE**, - **RATIONE LOCI**

1 - **RATIONE MATERIAE** (compétence en raison des actes à accomplir)

L'OPJ est compétent pour accomplir **tout acte d'information**, l'OPJ est compétent **excepté** :

- Les auditions, interrogatoires ou confrontations de la personne mise en examen, de celle contre laquelle il existe des IGC de participation aux faits. (**art.105 et 152 du CPP**) (les interrogatoires et confrontations ne peuvent être effectués que par des magistrats)
- Attention ! l'OPJ ne peut procéder à l'audition des témoins assistés et des parties civiles **que sur leur demande et après renonciation d'être assistées d'un conseil**. Ils déposent **sans prestation de serment**

La C.R. est dite « *particulière* » lorsque la délégation porte sur des faits précis à effectuer. Elle peut être confiée simultanément à la Gendarmerie et à la Police, pourvu qu'elle comporte des actes de nature différente ou à effectuer dans des lieux différents.

La C.R. est dite « *générale* » lorsque la délégation porte sur « tous actes utiles à la manifestation de la vérité » ; cependant, ces actes sont limités à ceux se rattachant directement à la répression de l'infraction visée aux poursuites.

NOTA : La CR ne peut pas être "pleinement générale", en ce sens qu'elle ne peut pas viser toute une catégorie d'infractions éventuelles.

2 - **RATIONE PERSONAE** (compétence en raison des personnes)

L'OPJ est compétent à l'égard de **toutes les personnes**, **sauf** les membres du gouvernement et les représentants des puissances étrangères

3 - **RATIONE LOCI** (compétence en raison du lieu)

L'OPJ est compétent pour opérer :

- **dans toute sa circonscription habituelle**,
- en vertu d'une C.R. expresse du J.I., l'OPJ peut procéder, sans subdélégation, sur **toute l'étendue du territoire national**, aux opérations prescrites par ce magistrat (**art.18 al.4 CPP**)
- en vertu d'une C.R. expresse, l'OPJ peut procéder à des auditions sur le **territoire d'un état étranger**, mais avec l'accord préalable des autorités compétentes de cet Etat.

NOTA : - L'assistance de l'OPJ TC ne sera requise par l'OPJ bénéficiant d'une extension de compétence que sur décision du magistrat mandant. Néanmoins il doit toujours informer le P.R. TC et l'OPJ en charge de la sécurité publique TC.

- Lorsqu'un OPJ, chef de service, est commis, il peut charger de l'exécution de la C.R., un OPJ subordonné, à condition que ce dernier agisse dans les limites de sa circonscription territoriale.

V - LES ACTES QUI PEUVENT ETRE EFFECTUES SUR COMMISSION ROGATOIRE PAR UN OPJ

L'OPJ peut recevoir une C.R. pour procéder aux actes suivants :

- Constatations,
- Perquisitions et saisies,
- Auditions de témoins,
- Auditions de victimes,
- Enquête de personnalité.

Art.81 al.5 CPP : l'OPJ doit se conformer aux règles et formalités imposées au magistrat instructeur.

Art.224 et D.34 CPP : l'OPJ exécute la C.R. : - sous l'autorité du magistrat mandant qui doit vérifier les éléments d'information recueillis,

- sous le contrôle du Président de la Chambre d'Instruction

En conséquence, l'OPJ doit tenir le magistrat mandant au courant de son activité, lui signaler ses difficultés et, si besoin, solliciter des instructions

1 - CONSTATATIONS

Les constatations peuvent être faites dans 3 cas :

- Cas d'un **crime ou délit flagrant**, lorsqu'une C.R. est délivrée dès le début de l'enquête,
- Cas d'un **crime ou délit non flagrant**, lorsque l'OPJ se fait délivrer une C.R. pour procéder à l'enquête,
- Lorsque l'exécution de la C.R. oblige l'OPJ à **reprendre entièrement l'enquête initiale**, y compris les constatations.

PARTICULARITE : art.57, 59, et 95 CPP

Il s'agit des constatations à effectuer sur C.R. **au domicile de la personne mise en examen** : dans ce cas, les constatations doivent **obligatoirement** être faites selon le cas :

- en présence de la personne elle-même
- en présence du représentant qu'elle a désigné, si elle ne peut y assister
- à défaut, en présence de 2 témoins requis à cet effet par l'OPJ, en dehors des personnes relevant de sa propre autorité administrative

Au cours de l'opération, l'OPJ doit absolument **s'abstenir de poser la moindre question** à la personne en présence de laquelle il procède aux **constatations**.

2 - PERQUISITIONS ET SAISIES

Les perquisitions et saisies sont effectuées dans des conditions analogues à celles qui s'imposent au J.I. opérant personnellement.

Si la perquisition doit être effectuée au domicile d'une personne astreinte au secret professionnel, l'OPJ doit se conformer aux prescriptions des **art.56-1 et 56-3 du CPP** et en référer au J.I. avant tout commencement d'exécution.

Les perquisitions doivent **obligatoirement** être réalisées selon le cas :

- en présence de la personne elle-même,
- en présence du représentant qu'elle a désigné, si elle ne peut y assister,
- à défaut, en présence de 2 témoins requis à cet effet par l'OPJ, en dehors des personnes relevant de sa propre autorité administrative.

Art.56 à 96 CPP : si elles ont susceptibles de fournir des renseignements sur les objets, documents et données informatiques saisis, les personnes présentes, lors de la perquisition peuvent être retenues sur place par l'OPJ, le temps strictement nécessaire à ces opérations. Les auditions de ces personnes sont au besoin recueillies par PV d'audition.

L'OPJ exécutant une C.R. doit s'interdire toute question sur les **objets saisis** vis-à-vis de la **personne mise en examen ou du témoin assisté, présent** à la perquisition. **Les objets lui sont présentés seulement pour paraphe et non pour reconnaissance et explications.** En effet, les **art.151 à 155 du CPP** ne contiennent aucune disposition expresse analogue à celle de l'article 62 al. 1 CPP (audition de témoin sur les objets ou documents saisis)

Les objets saisis doivent être ***immédiatement inventoriés et placés sous scellés*** (même des scellés fermés)

21 – Cas Particuliers

A. – Perquisitions et saisies dans les lieux protégés

- cabinet ou domicile d'avocat ; - locaux de l'ordre des avocats; - cabinet de médecin;
- locaux des caisses des réglemets pécuniaires des avocats; - cabinet d'un notaire;
- cabinet d'un huissier; - cabinet d'un avoué;
- locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle.

Art 56-1, 56-2 et 56-3 CPP : elles ne peuvent-être effectuées que par le juge d'instruction. Il peut se faire assister par des OPJ, mais leur rôle n'est qu'aide matériel.

La saisie s'effectue impérativement en la présence d'un représentant de l'ordre professionnel concerné ou du bâtonnier pour les avocats. Le PV d'objection est transmis avec le scellé fermé au JLD. Il statue dans les 5 jours par ordonnance motivée susceptible de recours.

B. – Saisie de papiers et de documents

Art.97 et C.193 CPP : l'obligation au secret est encore plus rigoureuse que dans la procédure de crime ou délit flagrant : **l'OPJ effectuant la perquisition a seul qualité, avec les personnes dont l'assistance est requise par la Loi, pour prendre connaissance des documents avant de procéder à leur saisie.**

Car les droits de la défense sont plus étendus dans la phase « information judiciaire » que dans la phase « police judiciaire ».

C. – Saisie de données informatiques

Art.97-1 CPP : les OPJ ou sous leur responsabilité les APJ peuvent pénétrer dans les systèmes informatiques découverts au cours d'une perquisition pour y relever et copier les données intéressant l'enquête en cours.

D. – Saisie incidente

Art.80 al.3 et 151 al.3 CPP : il y a **impossibilité légale, à saisir des choses autres** que celles concernant l'affaire pour laquelle l'instruction judiciaire a été ouverte.

Si les choses découvertes sont d'origine frauduleuse, et proviennent ou concernent des faits qui :

- **art.76 CPP** : N'entrent pas dans la définition de la flagrance, et ne font pas l'objet d'une information judiciaire, l'OPJ procède à leur saisie dans le cadre d'une enquête préliminaire, avec l'assentiment express de la personne chez qui à lieu la perquisition,
- **art.56 CPP** : Entrent dans la définition de la flagrance, ou dont la détention constitue le délict continu de recel et qui ne fait pas l'objet d'une information judiciaire, l'OPJ procède à leur saisie dans le cadre d'une enquête de crime ou délit flagrant,
- **art.97 CPP** : Font l'objet d'une information judiciaire, l'OPJ informe le magistrat instructeur et procède à leur saisie dans le cadre de la C.R. qu'il lui délivre.

E. – Affectation gratuite des saisies au profit des unités de gendarmerie

Code général de la propriété des personnes publiques : art L 2222-9 loi n° 2003-495 du 12/06/2003 :

Les unités de gendarmerie effectuant des missions de police judiciaire ou luttant contre la violence routière, peuvent se voir affecté des biens mobiliers saisis et confisqués définitivement à l'occasion d'enquêtes judiciaires, sous réserve qu'ils soient en cohérences avec les missions habituelles de ces unités.

Ces biens ne doivent-etre : ni gagé, ni volés, saisis dans le cadre d'infractions pour lesquelles la peine de confiscation est prévue.

L'OPJ doit le mentionner expressément sur le BE, l'IPAC et les cartons de scellés sur lesquels doivent apparaître un tampon ad-hoc.

3 – REQUISITION DES PERSONNES

3.1 - Réquisition des personnes qualifiées

Art.14 et 156 à 169 CPP : les OPJ ne disposent du pouvoir de requérir une personne qualifiée pour les besoins de l'exécution de la C.R. **que dans la mesure où celle-ci le spécifie clairement et que ce recours porte sur un examen technique ou scientifique justifié par la nécessité de résoudre une question technique.** Toutefois, il n'entre pas dans les pouvoirs des OPJ d'ordonner des expertises, lesquelles relèvent uniquement du J.I.

A. - EXCEPTIONS

Art.63-3, 154 et 706-88 CPP : les visites médicales en matière de GAV,

Art.L.3354-1 CSP : les prélèvements sanguins effectués sur les auteurs et victimes d'un crime ou délit,

Art.99-4 CPP : la facilité donnée aux OPJ de pouvoir demander aux organismes publics et personnes morales de droit privé de disposer des informations utiles à la manifestation de la vérité, à l'exception de celles protégées par un secret prévu par la Loi, contenues dans leurs systèmes informatiques ou traitement des données. De même, les OPJ intervenant avec l'autorisation expresse du J.I. peuvent requérir les opérateurs de télécommunications pour qu'ils prennent sans délai toutes mesures propres à assurer la préservation, pendant un an, du contenu des informations consultées par les personnes utilisatrices des services qu'ils fournissent.

3.2 - Réquisition des ouvriers pour l'exécution d'un simple travail matériel / action / service exigeant technicité ou compétence particulières

Le principe exposé supra est ici aussi applicable : pour requérir de manouvriers, le droit de réquisition doit être clairement spécifié sur la C.R. L'OPJ justifie sa réquisition par les **références de la C.R.** et de **l'art.R.642-1 CP.**

3.3 - Réquisition en vue d'obtenir des documents

Art.99-3 CPP : l'OPJ peut requérir toute personne, tout établissement ou organisme public ou privé, ou toute administration publique susceptibles de détenir des documents intéressant l'instruction, y compris ceux figurant dans les fichiers nominatifs, sans que puisse lui être opposée l'obligation au secret professionnel.

4 - AUDITIONS

4.1 - Audition de victime :

Art 429 CPP : Les questions posées aux victimes lors de leur audition, doivent figurer dans le PV.

Art.15-3 CPP : l'OPJ est tenu de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions et de les transmettre, le cas échéant, à l'unité TC.

Il rédige un procès-verbal dont il remet immédiatement à la victime un *récépissé de dépôt de plainte*. Si celle-ci en fait la *demande*, il lui remet *copie du procès-verbal de recueil de sa plainte*.

Ces personnes peuvent, avec l'autorisation du J.I., déclarer leur domicile à l'adresse du commissariat ou de la brigade. (Cf. infra **art.706-557 et R.53-22 à R.53-26 CPP**)

Les victimes ont la possibilité de se constituer partie civile, devant le J.I. compétent (art.85 à 87 CPP) ou devant le Tribunal (art.418 à 420 CPP). **L'information des victimes quant à leur droit de se constituer partie civile et aux modalités d'exercice de ce droit incombe au J.I. (art.80-3 CPP)** ; l'OPJ ne délivre cette information que s'il en a reçu mission dans la C.R. qu'il exécute.

4.2 - Auditions de témoins

Art.106 et 107 CPP : l'OPJ opère dans des **conditions analogues** à celles qui s'imposent au J.I. instrumentant personnellement.

Art.108 à 113 CPP : tout témoin régulièrement cité pour être entendu au cours de l'exécution d'une C.R. est tenu :

- De comparaître,
- De **prêter serment** (sauf mineurs de 16 ans, personnes condamnées à une peine infâmante, témoins assistés et parties civiles),
- De déposer, sauf s'il est lié au secret professionnel et ne peut en être délié (art 226-16 CP)

Si le témoin ne satisfait pas à cette obligation, avis en est donné au magistrat mandant qui peut, sur réquisition du P.R., le contraindre à comparaître par la force publique, et le condamner à une amende (sauf excuse reconnue valable) (**art.110 et 153 al.2 CPP**)

Art.706-57 et R53-22 à R.53-26 CPP : les personnes contre lesquelles il n'existe aucune raison plausible de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre un crime ou délit et qui sont susceptibles d'apporter des éléments de preuve sur la procédure, peuvent, **sur autorisation du J.I.**, déclarer leur domicile à l'adresse du commissariat ou de la brigade (infractions spécifiques). Leur adresse est alors portée sur un registre coté et paraphé ouvert à cet effet.

Si le témoin comparaît, mais refuse de prêter serment ou de déposer, l'OPJ se limite à recueillir sa déclaration de refus et à la transmettre au juge mandant.

Les témoins ne peuvent être retenus que le temps strictement nécessaire à leur audition. (**art.153 al. 2 CPP**)

4.3 – Audition à l'aide de moyens de télécommunications au cours de la procédure

Art.706-71 et R53-33 à R.53-39 CPP : lorsque les nécessités de l'enquête ou de l'instruction le justifient, l'interrogatoire ou la confrontation peut être effectuée en plusieurs endroits se trouvant reliés par des moyens de télécommunications garantissant la confidentialité. Un PV est rédigé dans chacun des lieux où se trouvent les personnes. En cas d'impossibilité pour un interprète de se déplacer, il peut œuvrer par l'intermédiaire de tels moyens.

4.4 – Audition sous couvert de l'anonymat

Art.706-58 et R.53-27 à R.53-32 CPP : en cas de procédure portant sur un **crime ou délit puni d'au moins 3 ans d'emprisonnement**, lorsque l'audition d'un témoin est susceptible de mettre gravement en danger sa vie ou son intégrité physique ou celle de sa famille ou de ses proches, le **J.L.D.**, **saisi par requête motivée du P.R. ou du J.I.**, peut, par décision motivée, autoriser son anonymat ou peut décider d'entendre lui-même le témoin. Le témoin ainsi entendu ne signe pas le PV de son audition. La décision du J.L.D. est jointe au PV. L'identité et l'adresse du témoin sont inscrites dans un autre PV signé par l'intéressé, ainsi que sur un registre coté et paraphé ouvert à cet effet au TGI.

4.5 – Audition d'une partie civile ou d'un témoin assisté

Art.152 CPP : en principe, elle incombe au J.I. Toutefois, si une **partie civile ou un témoin assisté le demande**, l'OPJ peut procéder à son audition. Dans ce cas, il doit :

- **aviser le J.I. et obtenir son accord,**
- **avertir la personne qu'elle doit renoncer à la présence de son avocat et aux garanties procédurales particulières que lui procure son état,**
- **constater son acceptation ou son refus.**
 - recevoir, en cas d'acceptation, sa déposition **sans prestation de serment**, selon les modalités concernant les témoins ordinaires,
 - clore le PV en l'état en cas de refus, après y avoir fait mention sur la procédure.

4.6 - Audition d'une personne gardée à vue

Art. 154 CPP : lorsque pour les nécessités de l'exécution de la C.R., l'OPJ est amené à garder à sa disposition une personne contre laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, il la place en GAV.

L'OPJ est astreint à informer :
- le magistrat instructeur, dans les meilleurs délais,
- la personne de ses droits, dans les meilleurs délais (au plus tard dans les 3 heures suivant le placement en GAV, sauf circonstance insurmontable) :

- **Art.63-1 CPP :** connaître la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête,
- **Art.63-2 CPP :** prévenir l'un de ses proches ou son employeur,
- **Art.63-3 CPP :** être visité par un médecin,
- **Art.63-4 CPP :** s'entretenir avec un avocat, lequel est avisé par l'OPJ de la nature, de la date présumée de l'infraction et que la GAV intervient dans le cadre d'une C.R.

(Etude des droits des personnes GAV détaillée en fiche 62-13)

Art.153 CPP : la personne ne prête pas serment et n'est pas obligée de déposer. L'audition se déroule dans le but de recueillir les éléments nécessaires à la découverte de la vérité et au recueil des éléments de preuve (art.803-2 et 803-3 CPP)

A l'issue de la GAV, à la demande du J.I., les personnes à l'encontre desquelles les éléments recueillis sont de nature à PERMETTRE LA MISE EN EXAMEN sont soit :

- remises en liberté,- convoquées, - déférées devant le J.I. dans un délai qui ne peut excéder 20 heures. Pendant ce délai, la personne bénéficie des droits mentionnés aux articles 63-2 à 63-4 CPP

4.7 - Audition d'une personne contre laquelle il existe des indices graves et concordants d'avoir participé aux faits

Cette question se présentera surtout dans le cas d'une C.R. délivrée à l'occasion d'une information délivrée contre « ...X... »

Article 105 du CPP : « Les personnes à l'encontre desquelles il existe des IGC d'avoir participé aux faits dont le J.I. est saisi, ne peuvent être entendues comme témoins. »

Conduite à tenir par l'OPJ : 3 cas :

Avant l'audition, l'OPJ réunit des IGC de participation à l'infraction contre la personne à entendre	Pendant l'audition, l'OPJ réunit des IGC de participation à l'infraction contre la personne entendue	L'OPJ ne réunit pas d'indice grave et concordant de participation à l'infraction
↓	↓	↓
L'OPJ ne peut pas l'entendre, mais doit la conduire devant le magistrat mandant, après en avoir référé à ce magistrat	Il enregistre les aveux, mais cesse immédiatement l'audition Il avertit la personne qu'elle est en droit de bénéficier des garanties de la défense et l'avise de l' Art. 105 du CPP	Il poursuit l'audition jusqu'à son terme et, s'il y a lieu, demander une prolongation de GAV au magistrat instructeur

N'OUBLIEZ JAMAIS CES REGLES IMPORTANTES

1° - Sur C.R., s'il est établi qu'un témoin a participé aux faits, objet des poursuites, c'est à dire que des IGC sont réunis à son encontre, **l'art.105 du CPP** interdit, selon le cas, d'entreprendre, de continuer ou de reprendre son audition.

2° - Afin d'éviter un cas de nullité (violation des droits de la défense), l'OPJ chargé de l'exécution de la CR doit tenir le juge mandant informé des auditions de témoins contre lesquels des IGC sont relevés, pour que ce magistrat puisse donner toute instruction qui pourrait, éventuellement, lui servir de justification.

Formule à employer :

« Nous vous avertissons que dans l'état actuel de l'enquête, des indices graves et concordants de participation à l'infraction se trouvent réunis contre vous. En application de l'article 105 du Code de Procédure Pénale, dont nous vous donnons lecture, nous devons interrompre votre audition et vous conduire devant le juge d'instruction. »

4.8 - Recueil d'aveux ou de renseignements incidents lors d'une audition

L'OPJ doit se borner à recevoir et à consigner les déclarations qui lui sont faites dans le cadre d'une **procédure incidente** et il en informe immédiatement le P.R. dont il relève. Ce magistrat vérifiera alors si les faits concernés par les aveux ou les déclarations font l'objet d'une information judiciaire.

- Si tel est le cas, l'OPJ ne peut agir que dans le cadre des prescriptions du magistrat instructeur saisi des faits nouveaux.
- Dans le cas contraire le P.R. lui donne alors toute instruction utile à l'enquête qui doit s'ensuivre.

Cas particulier : INTERVENTION DE L'INTERPRETE

Art.102 al.2 et C.202, C.203 CPP : l'OPJ peut faire appel à un interprète. Celui-ci ne doit pas faire partie des témoins, ni des personnes intéressées à l'affaire. Il doit être majeur. Il n'est pas exigé qu'il soit de nationalité française. S'il n'est pas assermenté, il doit prêter serment d'apporter son concours à la justice en son honneur et conscience.

En cas d'impossibilité pour l'interprète de se déplacer, il peut œuvrer par l'intermédiaire de moyens de télécommunications.

VI - LES MESURES DE GAV POUR L'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

Des mesures de GAV peuvent être prises par l'OPJ chargé de l'exécution d'une CR contre :

- des **personnes à l'encontre desquelles il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, sans** toutefois avoir réuni des IGC à leur encontre (Cf. supra) (**art.154 al.1 CPP**)

Ces personnes peuvent être retenues pour être entendues d'une façon approfondie et pour permettre les vérifications et les mises en présences nécessaires

Art.105 CPP : A partir du moment où des IGC de participation aux faits dont le J.I. est saisi, sont réunis contre une personne, celle-ci ne doit plus être entendue par l'OPJ, ni GAV au delà du temps nécessaire à sa conduite devant le magistrat instructeur.

Les modalités d'exécution de la GAV sont les mêmes que celles relatives à l'enquête de flagrance, en dehors du fait que la personne ne reçoit pas l'information citée à l'art.77-2 CPP et que lors de l'information donnée à l'avocat, celui-ci est aussi avisé qu'il s'agit d'une GAV intervenant dans le cadre d'une C.R. Les mentions relatives à la GAV doivent figurer sur les PV et sur le registre de GAV

Art.307 al.3 DO : les personnes GAV à l'encontre desquelles des IGC ne sont pas réunis, ne peuvent pas être déposées en chambre de sûreté. Elles peuvent être retenues dans un local de GAV.

6.1 - PROLONGATION DE LA GAV

Les règles de prolongation particulières prévues par certains textes s'appliquent aussi aux enquêtes diligentées en C.R. (notamment cadre lutte contre la criminalité et la délinquance particulières).

En général la prolongation n'est autorisée qu'après conduite de la personne retenue devant le J.I., sauf à titre exceptionnel par décision motivée du magistrat. *Les délais de transport et de présentation de la personne au magistrat pour ordonner la prolongation de la mesure ne sont pas imputables sur le temps de la GAV (Cass. Crim. 14/10/1998)*

NOTA : C'est le JI du ressort dans lequel s'exécute la mesure qui délivre la prolongation, et non pas à priori le magistrat mandant

Toutes les dispositions concernant les droits de la personne GAV (en prolongation) sont applicables.

6.2 - PRESENTATION DEVANT LE J.I.

Art.803-2 et 803-3 CPP : toute personne ayant fait l'objet d'un déferrement à l'issue de sa GAV, à la demande du J.I., comparait, le jour même, devant ce magistrat ou au plus tard dans un délai de **20 heures** à compter de la fin de sa GAV.

Pendant ce temps, elle est retenue dans des locaux de la juridiction, sous le contrôle du P.R. et la garde des policiers ou gendarmes. La personne retenue doit avoir la possibilité de bénéficier des mêmes droits que ceux prévus pour la GAV (alimentation et droits des art.63-2, 63-3, 63-4 CPP).

Ces dispositions ne sont **pas** applicables lorsque la personne a fait l'objet d'une **GAV de plus de 72 heures** dans le cadre de la procédure relative à **la criminalité et à la délinquance organisées**. (**art.706-88 et 803-3, al. 4 CPP**)

L'identité, les heures d'arrivée et de présentation devant le J.I. et l'application des droits de la personne retenue sont mentionnés sur un registre spécial tenu dans le local de rétention.

6.3 - SURVEILLANCE DE LA PERSONNE GARDEE A VUE

L'OPJ est responsable de la personne en GAV. Il prend les mesures de nécessités, en accord avec sa hiérarchie pour les facteurs humains et matériels.

6.4 - SANCTION ENCOURUE PAR L'OPJ EN CAS D'ABUS OU D'IRREGULARITES COMMISES EN MATIERE DE GAV

Il s'agit de sanctions : disciplinaires émanant du commandement ou de la chambre d'instruction mais aussi de sanctions pénales en cas d'infraction pénale.

6.5 - PORT DE LA TENUE CIVILE

Dans le cadre de certaines missions nécessitant une plus grande discrétion, le port de la tenue civile est autorisé, bien que réservé à certains militaires. Il est encadré et commandé uniquement par l'autorité investie de ce pouvoir.

6.6 - MISE EN OEUVRE DU PROCEDE DIT DU « COUP D'ACHAT »

art 706-32 CPP et loi n° 2007-297 du 05/03/2007 art 52 :

Dans le cadre d'infractions à la législation sur les stupéfiants, possibilité est donnée aux enquêteurs sur autorisation du magistrat instructeur de procéder à l'achat de produits stupéfiants pour identifier les auteurs de ces infractions.

VII - LE DELAI D'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

Le J.I. fixe le délai dans lequel les PV dressés par l'OPJ doivent lui être transmis. A défaut, les PV lui sont **adressés dans les 8 jours après la fin de ses opérations**.

Si l'OPJ ne respecte pas ce délai sans motif valable, il peut faire l'objet de *sanctions disciplinaires* prononcées par la Chambre d'Instruction. Le cas échéant, il doit demander au J.I. des délais supplémentaires. Lorsque l'exécution d'une C.R. exige une longue durée, l'OPJ peut, après entente avec le magistrat mandant, adresser ses PV au fur et à mesure de leur établissement, sans attendre la fin des opérations.

VII - LES REQUISITIONS DU JUGE D'INSTRUCTION

Lorsqu'une information est ouverte, la police judiciaire exécute non seulement les *délégations* des juridictions, mais défère aussi à leurs *réquisitions*. (art.14 al.2 CPP)

Ainsi, le JI peut charger par *simple réquisition des OPJ ou APJ* de procéder à des vérifications fragmentaires, voire à une **enquête de « curriculum vitæ »** dans le but de **contrôler l'exactitude des déclarations faites par les personnes mises en examen** sur sa vie passée. (art.C168 CPP)

NOTA : Lorsqu'une information est ouverte, les OPJ doivent se circonscrire à l'exécution des délégations ou réquisitions du magistrat mandant et s'interdire toute autre opération d'enquête.

De plus, le juge d'instruction peut requérir :

- **La force publique** pour assurer en particulier :
 - L'extraction de détenu de la maison d'arrêt et sa conduite à son cabinet,
 - Le service d'ordre à l'occasion d'un transport de justice (reconstitution, etc.),
- **Les particuliers**, pour assurer l'exécution de certains travaux au cours d'un transport de justice (serrurier, terrassier, fossoyeur, etc.)
- **Les personnes qualifiées ou experts**,
- **Toute personne, établissement ou organisme privé / public ou toute administration publique**, susceptibles de détenir des documents / informations intéressant l'instruction, y compris ceux figurant dans des fichiers nominatifs

La réquisition est toujours faite par écrit et doit porter la signature et le sceau du JI

IX - LE CONTRÔLE DU JUGE D'INSTRUCTION

L'OPJ tient informé de ses diverses opérations, le magistrat mandant sans attendre la fin de sa mission.

En cas de négligence de l'OPJ, le Ji peut révoquer sa commission rogatoire.

Le J.I. peut se transporter, sans être assisté de son greffier, ni devoir en dresser PV, pour diriger et contrôler l'exécution de la C.R. (art.152 CPP)

A cette occasion, il peut ordonner la prolongation des GAV prononcées dans le cadre de la C.R. Mention doit être faite de ce transport sur les pièces d'exécution de la C.R.

Voir également annexes 1 à 3 de la fiche :

- tableau comparatif des différences entre les types d'enquêtes
 - Régime de la GAV
- Régime de la GAV des mineurs (10/13 -13/16 - 16/18)